

同济·欧洲文化丛书

欧洲研究系列

第 **1** 辑

高宣扬 主编

欧洲评论

OUZHOU PINGLUN

- 欧洲的身份
- 人类生存条件
- 审美与政治
- 历史与记忆

同济大学出版社

同济·欧洲文化丛书
欧洲研究系列

第 **1** 辑
高宣扬 主编

欧洲评论

OUZHOU PINGLUN



同济大学出版社
TONGJI UNIVERSITY PRESS

图书在版编目(CIP)数据

欧洲评论. 第一辑: 汉、德/高宣扬主编. —上海: 同济大学出版社, 2010. 10

ISBN 978 - 7 - 5608 - 4334 - 6

I. ①欧… II. ①高… III. ①哲学思想—思想评论—欧洲—文集—汉、德 IV. ①B5 - 53

中国版本图书馆 CIP 数据核字(2010)第 094496 号

同济·欧洲文化丛书

欧洲评论·第一辑

主 编 高宣扬

责任编辑 赵泽毓 责任校对 徐春莲 封面设计 张志全

出版发行 同济大学出版社 www.tongjipress.com.cn
(地址:上海市四平路 1239 号 邮编:200092 电话:021-65985622)
经 销 全国各地新华书店
印 刷 同济大学印刷厂
开 本 787mm×960mm 1/16
印 张 30.5
字 数 610 000
版 次 2010 年 10 月第 1 版 2010 年 10 月第 1 次印刷
书 号 ISBN 978 - 7 - 5608 - 4334 - 6

定 价 56.00 元

本书若有印装质量问题, 请向本社发行部调换 版权所有 侵权必究

《欧洲评论》

主 办：同济大学欧洲文化研究院

主 编：高宣扬

副 主 编：黄凤祝 陆兴华

常驻欧洲编辑：汲 喆

编委会地址：上海市四平路1239号同济大学综合楼1003室欧洲文化
研究院

电 话：021-65980159

电 子 邮 件：europeanstudies@tongji.edu.cn

发刊词

法国年鉴学派思想家费尔南德·布劳岱尔在其名著《欧洲》一书中指出：尽管欧洲自然条件的优越性及其文明的威力保障了欧洲在全球以及人类历史的不可否认的胜利，但是，归根结底，恰恰是通过“文明”和“文化”的概念，才能彻底揭示原本仅仅是“亚洲的延伸物”(appendice de l'Asie)的欧洲取得全球辉煌成果的真正奥秘。布劳岱尔的分析固然深刻，但他明显地忘记了：站在全球化的立场上，与欧洲遥遥相对的远东的中国，同样也以它无以伦比的文化优势，促使它取得了至少不亚于欧洲的重要历史地位；而且，中国还以30年改革开放的惊人成果，以其自身的特殊方式，证实了它在文化上的优势及其对人类文化所做出的伟大贡献。处于当代历史前沿的中国学者已经具有足够的独立能力，在同欧洲交流的过程中，进行了对欧洲历史和现实的理论探索，从而为世界范围内的欧洲研究领域增添新的活力。

本刊以欧洲二千五百年的哲学传统及其近二百年社会理论和社会运动的历史经验为基本脉络，以一百多年来汉语学术界对欧洲社会和人文科学的接受史为背景，以全球化和中国现代化的崭新视野以及开放性的人文社会科学的跨学科方法，研究作为一个政治、思想和文化整体的欧洲，来追溯欧洲的文化及其思想精神在中国的辐射和蜕变，探寻它作为一种历史成果和思想实验对于中国自身的身份认同及其未来的意义。

本刊以同济大学欧洲文化研究院为研究平台,倚重人文社会科学这一欧洲历史实践的光辉遗产,汇聚国内外欧洲研究之精英力量,通过深入研究欧洲过去、现在和未来,来挖掘和引申其与当代和未来的中国的多元复杂关系及可能前景。为此,本刊聚焦欧洲哲学、神学、文学艺术、欧洲史、欧盟问题、中—欧关系的前沿问题及其历史演变,力争成为欧洲文化领域的开放性和前沿性的重要论坛。凡应邀首发的重要论文,均以原文和汉语译文并排登载。我们热烈期待大家的关注、参与和支持。

高宣扬

目录

欧洲的身份

- Penser et faire l'Europe? Bernard Bourgeois(3)
 思考与重建欧洲 [法]贝尔纳·布尔乔亚(17)
 Les identités plurielles de l'Europe Robert Damien(27)
 欧洲的多元身份 [法]罗伯特·达米安(59)
 Imperium: Ein Begriff und seine Anwendung Ludger Kühnhardt(82)
 帝国: 一个概念及其应用 [德]鲁杰·库恩哈特(99)
 “L'Union européenne contre la souveraineté et la
 paix” Pierre Lévy(111)
 反主权与和平的欧盟, 或正义、和平和
 主权 [法]皮埃尔·李维(122)

人类生存条件

- Social Protection: Why the EU Needs to
 Deliver Renaud dehoussé(131)
 社会保障——为什么要欧盟来提供 [法]雷诺·德乌斯(145)
 EU-Ausbaustrategie: 20% Erneuerbare Energien bis
 2020 von Mechthild Rothe und Hermann Scheer(155)
 欧盟能源拓展战略: 2020 年 20% 可再生
 能源 [德]梅赫特德·洛德, 赫尔曼·舍尔(162)
 La sociologie des religions en Europe: Une interrogation
 renouvelée sur la sécularisation Jean-Paul Willaime(167)
 欧洲宗教社会学: 对世俗化的重新
 探询 [法]让-保罗·威莱姆(190)

Wir können die Natur des Menschen nicht

- verbessern Ng Hong Chiok, Universität zu Köln(206)
查拉图斯特拉工程与道德的本质 [中]黄凤祝(222)

审美与政治

- Léonard de Vinci: La Joconde François Cheng(241)
蒙娜丽莎 [法]程抱一(248)
Kunst im Europas Maria Efstathiou, Bernhard von Gruenberg(253)
欧洲艺术 [德]玛丽亚·埃夫斯太修,伯尔纳·冯·格隆伯格(272)

历史与记忆

- The Memory of the French Resistance (1945 - 2008)
..... Olivier Wieviorka(287)
回忆法国抵抗运动,1945—2008 [法]奥利维尔·维韦奥卡(314)
The French Communist Party in the
Resistance Philippe Buton(336)
抵抗运动中的法国共产党 [法]菲利普·布东(342)
The German Resistance and its Aftermath Stefan Martens(347)
德国的抵抗运动及其结果 [法]斯特凡·马腾斯(355)
Denazification in Germany, Dealing with Nazis and
Nazism Dorothee Wierling(364)
德国的非纳粹化:对纳粹分子和纳粹主义的
处理 [德]多萝特·维尔林(372)
Collaboration, History and Memory in France Julian Jackson(378)
法国的合作、历史和记忆 [英]朱利安·杰克森(394)
The Conceptions for the Future in the Reconstruction of German Labor
Union after WWII Meng Zhongjie(407)
二战后德国工会重建中的“未来构想” [中]孟钟捷(413)
Mourning the War Dead Memories of World War II in Germany
since 1945 Jörg Echternkamp(419)

对阵亡者的哀悼——1945年以来德国对二战的

记忆 [德]约尔格·埃希腾坎普(429)

Coming together to terms with two antagonistic pasts: the Franco-

German common textbook on history Étienne François(436)

共同面对敌对的历史:法德共同历史教

科书 [法]艾蒂安·弗朗索瓦(443)

Quelle Europe — Which Europe? German Plans and Ideas on Post World

War II Europe (1940 - 1951) Wolf D. Gruner(448)

哪个欧洲? 德国对二战后欧洲的计划 and

观念(1940 - 1951) [德]沃尔夫·D. 格鲁纳(465)

欧洲的身份

Penser et faire l'Europe?

Bernard Bourgeois

L'entreprise de la construction européenne a subi un coup d'arrêt au printemps 2005, avec l'échec du référendum français et hollandais sur le projet d'une constitution pour l'Europe. Elle semble pouvoir repartir depuis l'adoption, par la France en particulier, du *Traité simplifié*, dit « *modificatif* ». Mais le changement de la procédure de ratification du texte et la justification avancée pour ce changement, à savoir la diminution de la portée de l'engagement européen demandé, incitent à relativiser le caractère positif de l'évènement. Et cela, d'autant plus que la raison, à mes yeux, fondamentale, de la réticence notamment française à l'égard d'une intensification de l'effort en vue de bâtir une véritable unité européenne, qui ne peut être qu'une unité politique sinon fédérale, du moins, pour le moins, confédérale, paraît toujours présente. Cette raison qui a pu laisser jouer en faveur du « non » de la France au référendum, ainsi qu'on l'a dit, des considérations de politique intérieure, est l'absence d'une motivation européenne suffisamment forte pour l'emporter sur de telles considérations, et cette absence renvoie d'abord à l'absence, chez les électeurs français, d'une idée motivante suffisamment claire de l'Europe à construire. Le *Projet d'une Constitution pour l'Europe* mêlait dans ses attendus, en un fourre-tout arbitraire, intérêts et valeurs, nécessités de fait et exigences idéales, dont il ne se dégageait guère une idée simple et forte de l'Europe qu'on voulait. Quelle Europe faire, et, d'abord, pourquoi faire une Europe? Les lecteurs du *Projet* ne pouvaient guère le savoir. Et c'est pourquoi, au fond — n'en déplaise aux interprètes politiques ! —, ils ont dit non. Mais les auteurs du *Projet*, me semble-t-il, ne le savaient pas davantage.

Qu'on me comprenne bien: je ne suis pas du tout un adversaire de l'Europe. Mais je dis simplement que si l'on ne sait pas de façons simple — par là cohérente et arrachée à la contradiction qui fragilise et compromet tout ce qu'elle affecte — ce que l'on veut faire, on ne peut le faire. Or, le drame de la construction de l'Europe, de sa construction plénière comme Europe politique, c'est qu'on ne l'a pas en même temps, tout en un, pensée et faite. Quand, d'abord, l'Europe s'est pensée, ce fut sans se faire, mais une pensée qui ne s'éprouve pas dans l'action se perd dans l'utopie et n'est pas une pensée vraie. Ensuite, lorsque l'Europe a commencé de se faire, ce fut sans, véritablement, se penser, mais un agir qui ne se pense pas ne se maîtrise pas et risque de se perdre dans l'activisme de la pure agitation, dans des essais qui ne deviennent pas des succès. J'évoquerai ces deux phases de la cause européenne successivement, dans un propos dont la tonalité sera donc assez négative. Avant, plus positivement, de m'interroger, dans un troisième moment de cette conférence, sur les conditions et la possibilité réelle, c'est-à-dire aussi les limites à reconnaître, d'un volontarisme européen éclairé sur lui-même.

I.

L'Europe s'est pensée avant de se construire, et elle l'a fait essentiellement dans les deux grands pays qui ont été ainsi ses premiers et principaux constructeurs: la France et l'Allemagne. Mais ce qui est intéressant, c'est que cette pensée préalable de l'Europe, en France et en Allemagne, a été une pensée elle-même double, duelle, opposée à elle-même en sa version française et en sa version allemande. Et cette dualité, cette contradiction, va se retrouver plus tard, mais en quelque sorte sans plus se penser, donc comme un destin non maîtrisé, dans une construction européenne qu'elle fragilisera par conséquent. Pour le dire en un mot, et en risquant de schématiser, voire de caricaturer, l'idée originellement française de l'Europe a été celle d'un but

non fondamental, mais seulement intermédiaire, dont le moyen est une voie centralisatrice ou impériale; l'idée originellement allemande de l'Europe fut, en revanche, celle d'un but vraiment fondateur mais qui requiert une voie essentiellement fédérale. La différence de ces deux idées est d'ailleurs l'expression de la différence des deux réalités où elles ont germé; d'un côté, la réalité d'une France alors forte en son unité nationale têt instaurée dans une Europe dont elle n'avait pas absolument besoin pour exister, de l'autre côté une Allemagne non encore unifiée en une nation et attendant son unification d'une Europe elle-même unifiée et ne réglant plus ses comptes internes – comme pendant la guerre de Trente ans et les guerres qui suivirent – sur le territoire, ainsi fixé en sa division, des Etats, duchés et évêchés allemands.

Les premiers penseurs d'une Europe politique furent français, mais, en même temps et d'abord, chrétiens, c'est-à-dire universalistes, et lièrent généralement l'unification de l'Europe et l'unification du monde, la première n'étant spécifiée au plus que comme première étape de la seconde. C'est bien le cas avec le projet du légiste Pierre Dubois qui, sous Philippe le Bel, en 1306, appelait à la création d'une Europe chrétienne, dont l'instaurateur ne pouvait être que le roi de France, empereur non seulement dans son royaume, mais aussi dans les autres ! Ce premier schéma d'un projet européen ayant pour but une Europe à signification et vocation universaliste et pour moyen une France à mission impériale, reste, au fond, encore valable après la fin de la monarchie française d'Ancien Régime. La Révolution de 1789, qui se pense comme la seconde création du monde, assigne à la nation française la tâche de construire, d'abord à travers l'Europe, l'unité politique du genre humain. Napoléon veut lui aussi réaliser par l'unification impériale de l'Europe l'Etat mondial. Le républicain Victor Hugo réclamera, tout autant, la venue de l'unité universelle des peuples, à travers celle de l'Europe:

« Ne soyons plus anglais, ni français, ni allemands. Soyons européens. Ne

soyons plus européens. Soyons hommes. Soyons l'humanité» ; mais ce sera grâce à la France : « la France construit la société humaine ».

On voit, déjà à partir de ces quelques exemples, une dominante constante de la pensée française de l'Europe. Celle-ci est une étape intermédiaire entre un Etat mondial à naître et une France puissante vouée à imposer ce rassemblement des nations : Philippe le Bel, Henri IV (selon Sully), Louis XIV, Napoléon illustrent un tel dessein d'une Europe française sur le chemin du monde réuni politiquement. A cet égard, le général de Gaulle s'inscrira bien, plus tard, dans une telle pensée de l'Europe : « L'Europe, c'est le moyen pour la France de redevenir ce qu'elle a cessé d'être depuis Waterloo : la première au monde »^①.

Tout autre est la pensée proprement allemande de l'Europe. Elle se développe plus tardivement, vers la fin du XVIII^e siècle et dans le premier XIX^e siècle. L'inexistence d'une Allemagne politique – le Saint-Empire romain-germanique est un agrégat sans force – souvent ravagée par l'impérialisme conflictuel des nations – phares du continent, fait souhaiter aux écrivains et publicistes allemands la construction d'une Europe limitant ses puissances impériales et favorisant l'unification politique de l'Allemagne. Pour celle-ci, une Europe politique est un but absolu, puisqu'une Allemagne politique n'est possible que par elle. Et elle ne peut être, comme l'unité de la diversité allemande, qu'une unité fédérale, distincte aussi bien de l'unité écrasant la diversité, qui caractérise le despotisme asiatique et sa tête de pont européenne qu'est la Russie, que de la diversité triomphant dans le libéralisme américain et de sa tête de pont européenne constituée par la Grande-Bretagne. Une telle Europe, plus riche et plus forte, puisqu'elle unit leurs principes,

① Propos du Général (Conseil des ministres du 22 août 1962) rapporté par A. Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, t. 1, p. 106 ; cité par E. Bonnefous, *La construction de l'Europe, par l'un de ses initiateurs*, Paris, PUF, 2002, p. 104.

que l'ensemble russo-asiatique et que l'ensemble anglo-saxon, n'est pas un intermédiaire en direction du cosmopolitique, mais le pouvoir médiatisant et maîtrisant le monde. Herder le proclame parmi beaucoup d'autres: l'Europe est « le maître du monde ». Quant à sa construction, l'Europe, qui doit être fédérale (*et une et diverse*), a pour âme l'Allemagne, elle-même essentiellement fédérale. C'est bien l'Allemagne qui, plus attachée à la diversité, à la liberté, celle des anciens Germains, que la France, plus attachée à l'unité, à l'autorité, héritage romain-latin, constitue, en tous sens, le « cœur de l'Europe » (Jean-Paul Richter), puisque c'est bien le principe de la diversité qui peut et doit assurer l'existence, en leur diversité, et de l'unité et de la diversité.

Cette divergence, pour ne pas parler de contradiction, entre la pensée française originelle et la pensée allemande originelle de l'Europe, est toujours agissante: un récent symptôme en a été la réticence immédiate de l'Allemagne face à l'idée sarkozienne d'une unité méditerranéenne perçue comme relativisant l'unité européenne. On pourra alors s'étonner que ne se soit pas développée une pensée commune, franco-allemande, de l'Europe. A vrai dire, les plus grands penseurs, proprement philosophes, français et allemands, de la politique se sont bien rapprochés les uns des autres en s'élevant – c'est la tâche d'un philosophe ! – au-dessus d'un point de vue unilatéral. Mais cette pensée, qui tend à se réconcilier, de l'Europe, le fait, problème nouveau et plus grave, en concluant à l'impossibilité d'une Europe unifiée politiquement. La pensée d'une telle Europe s'accomplit philosophiquement comme pensée de ce qui ne peut et ne doit pas être réalisé.

Chez les Français, Rousseau, dans ses *Ecrits sur l'Abbé de Saint - Pierre*, souligne que la nature et l'histoire ont favorisé l'unification de l'Europe en sa riche diversité. Le réseau fluvial européen fait communiquer toutes les parties du continent. Et l'histoire de l'esprit européen l'a successivement fait s'unifier par le droit romain, puis par la religion chrétienne, enfin par la culture

scientifique moderne. Tout conspirerait donc, en conjoignant exceptionnellement, dans l'Europe géographique et historique, la diversité et l'unité, pour la faire se confédérer politiquement. Or, pour Rousseau, la chose ne peut se faire: l'unité politique est, plus que simplement institutionnelle, d'abord celle d'un esprit commun, et celui-ci n'est réel qu'en étant limité par la possibilité, pour des concitoyens, de se réunir physiquement. Le patriotisme ne peut être universel, car son extension exigerait que le peuple se fasse représenter en sa souveraineté, mais la représentation détruit la présence à soi soudant une communauté en elle-même. L'unification culturelle de l'Europe détruit le patriotisme, foncièrement national, c'est-à-dire la vie politique, où tout se joue. D'où le constat désabusé de Rousseau: il n'y a plus aujourd'hui de Français, d'Allemands, d'Espagnols, d'Anglais même, quoi qu'on dise; il n'y a que « des Européens »^①.

Les grands philosophes allemands aboutissent, au fond, à la même conclusion en dépit de – ou, justement, à cause de – leur adhésion d'abord enthousiaste à l'universalisation politique de l'existence proclamée par la Révolution française. Kant, par exemple, célèbre dans l'Européen l'homme qui aime voyager, pour le plaisir, de façons désintéressée, afin d'universaliser sa vie. Chez soi, l'Européen universalise sa vie en la soumettant à la loi, liant à celle-ci l'usage vrai de sa liberté, ce qui exclut de l'Europe le despotisme russe et turc. Mais Kant considère comme n'étant ni possible ni souhaitable une unité proprement politique, certes du monde, mais déjà du continent européen, surtout du continent européen. Comme Etat, l'Europe s'opposerait à d'autres Etats, et donc se nierait comme universaliste, c'est-à-dire comme européenne. Mais elle se nierait d'abord comme Etat, ses dimensions exigeant

^① Rousseau, *Considérations sur le gouvernement de Pologne*, *Oeuvres complètes*, III, Paris, Gallimard, 1969, p. 960.